

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.34/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 c) iv)</u>
Date:	<u>17 décembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don au Gouvernement du Népal pour le

Projet d'appui à une agriculture de haute valeur dans les zones collinaires et montagneuses

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Ronald Hartman

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2184
courriel: r.hartman@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

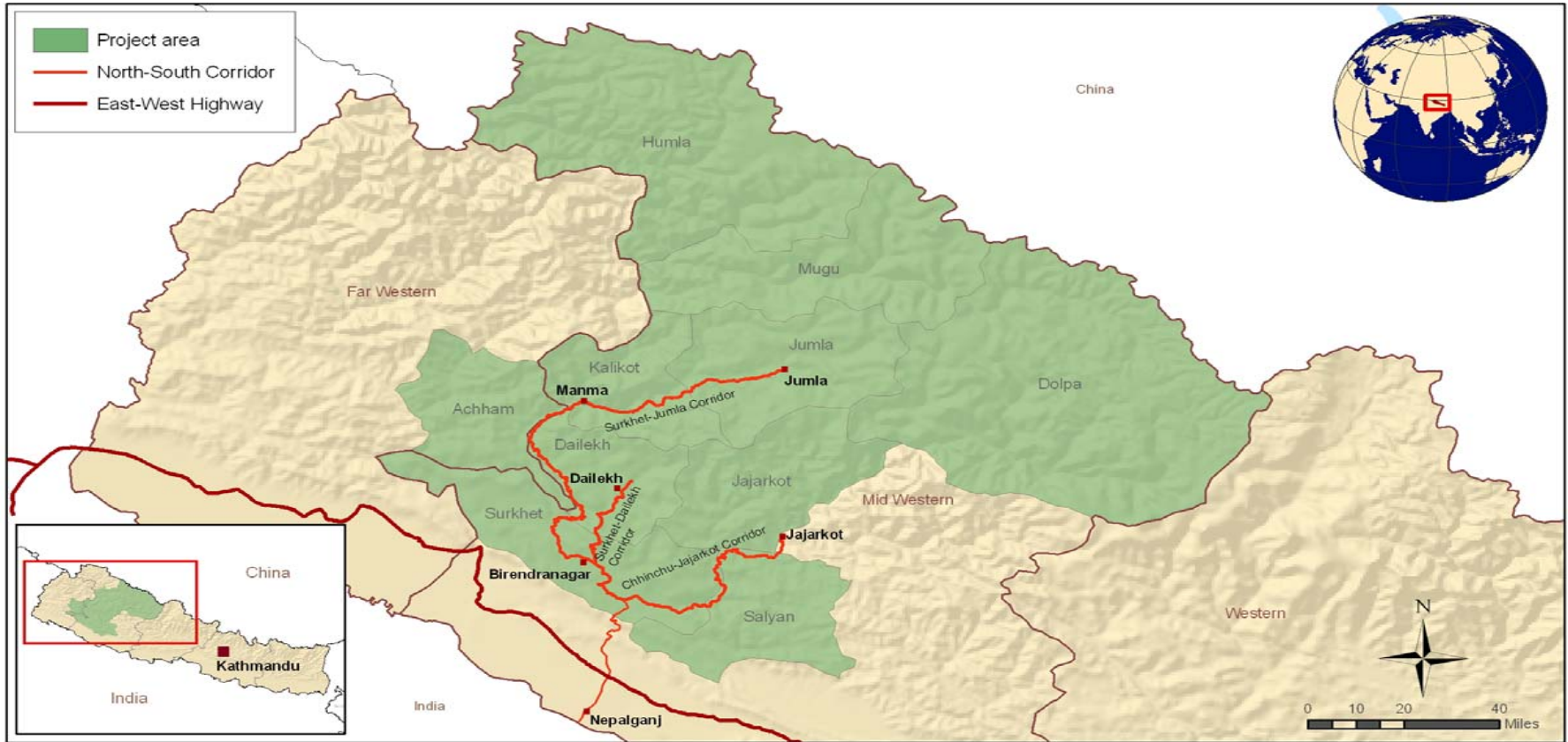
AEC	Agro Enterprise Centre
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
SNV	Agence néerlandaise de coopération internationale

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Gouvernement du Népal pour le projet d'appui à une agriculture de haute valeur dans les zones collinaires et montagneuses, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

Nepal

High-Value Agriculture Project in Hill and Mountain Areas



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Gouvernement du Népal

Projet d'appui à une agriculture de haute valeur dans les zones collinaires et montagneuses

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Gouvernement du Népal
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des coopératives
Coût total du projet:	18,8 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	4,75 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,6 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	4,75 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,6 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75 %) l'an
Cofinanceurs:	Agence néerlandaise de développement international (SNV) Agro-industries
Montant du cofinancement:	SNV: 0,7 million d'USD Agro-industries: 0,6 million d'USD
Contribution de l'emprunteur:	1,7 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	560 000 USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt et de don au Gouvernement du Népal pour le projet d'appui à une agriculture de haute valeur dans les zones collinaires et montagneuses

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. L'expérience démontre que, pour réduire la pauvreté et la discorde sociale dans les zones collinaires et montagneuses, il est nécessaire d'aborder la question de l'isolement économique. La pauvreté persiste dans ces zones à cause de la médiocrité des infrastructures et de l'accès aux services et aux marchés. À cela sont venus s'ajouter le conflit et l'exclusion économique liée au sexe, à l'ethnie ou à la caste. Des liens plus forts entre agriculteurs, fournisseurs d'intrants, négociants/agro-industriels et marchés de l'aval sont d'une importance fondamentale pour l'accroissement de la diversification, de la productivité et des revenus agricoles. Une progression sur ces différents axes est possible grâce à la pratique de cultures à forte valeur, à l'exploitation de produits forestiers non ligneux et de plantes médicinales et aromatiques, ainsi qu'à l'élevage. Il convient de choisir pour ces produits à forte valeur des filières et des systèmes de commercialisation propres à servir les intérêts des pauvres, et susceptibles d'être développés ensuite moyennant un meilleur accès aux services techniques, aux services financiers, aux apports d'intrants et à l'information commerciale, ainsi qu'une amélioration des infrastructures. Le projet est destiné à tirer parti de la demande non satisfaite dont ces produits font l'objet de la part du secteur privé, ainsi que des possibilités d'exportation et de substitution de productions nationales aux produits importés.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde au Gouvernement du Népal un prêt d'un montant de 4,75 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,6 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables, et un don d'un montant de 4,75 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,6 millions d'USD), pour contribuer au financement du projet d'appui à une agriculture de haute valeur dans les zones collinaires et montagneuses. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Gouvernement du Népal au titre du SAFP est de 21,9 millions d'USD sur le cycle 2007-2009. Le solde de 15,3 millions d'USD disponible au titre du cycle SAFP 2007-2009 sera intégralement engagé au bénéfice de ce projet.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Au titre du Cadre du FIDA pour la soutenabilité de la dette, le Népal est situé dans la catégorie des pays ayant un niveau moyen de vulnérabilité à l'endettement, et il est par conséquent admis à bénéficier de 50% de ses financements sous forme de dons en 2009.

Flux de fonds

5. Le financement accordé par le FIDA sera transféré sur un compte désigné pour le prêt et le don qui sera géré par l'unité de gestion du projet. Ces fonds seront versés sur un compte d'exploitation du projet, géré lui aussi par l'unité de gestion du projet. Ils pourront également être versés directement aux prestataires de services selon les procédures établies du FIDA.

Modalités de supervision

6. Le projet sera supervisé directement par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est envisagée.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) constitution de groupes d'audit social et d'audit public; ii) audit interne et externe; iii) diffusion transparente de l'information et sensibilisation des parties prenantes et bénéficiaires du projet; et iv) critères rigoureux de sélection et d'admissibilité applicables aux activités du projet.

C. Groupe cible et participation**Groupe cible**

9. Le groupe cible général du projet se compose des membres des ménages pauvres et vulnérables qui manquent d'accès aux ressources et aux possibilités d'activité. Au sein de ce groupe, les personnes les plus vulnérables sont les femmes et les membres de groupes socialement défavorisés tels que les *dalits* et les groupes autochtones (*janajatis*).

Méthode de ciblage

10. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le projet ciblera les ménages pauvres et vulnérables vivant dans les dix districts retenus. Il suivra une approche d'insertion sociale privilégiant la participation des femmes. Une combinaison de stratégies de ciblage et de suivi sera utilisée pour impliquer les populations pauvres et faciliter l'insertion sociale, avec notamment un ciblage géographique, un ciblage social/communautaire, la recherche proactive de la participation des ménages peu enclins à prendre des risques et l'intégration spatiale des communautés pauvres vivant dans des lieux écartés.

Participation

11. L'un des éléments clés du projet est la participation de tous les acteurs du marché à la mise en place de filières profitables aux pauvres, ce qui sera facilité par un processus de planification et d'exécution interactives conduit par des ONG locales et nationales.

D. Objectifs de développement**Objectifs clés**

12. Le projet a pour finalité de réduire la pauvreté et la vulnérabilité des femmes et des hommes vivant dans les zones collinaires et montagneuses de la Région de développement du Centre-Ouest. Il a pour objet l'intégration des populations rurales pauvres, en particulier les femmes et les groupes marginaux, dans une agriculture à haute valeur et dans des filières de produits forestiers non ligneux et de plantes médicinales et aromatiques, en leur offrant de meilleures possibilités de rémunération et d'emploi grâce à la conclusion d'accords de commercialisation avec des agro-industries privées, et en les mettant mieux à même de répondre à la demande du marché et aux débouchés qu'il présente.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. L'exercice d'une influence sur les politiques touchant à l'accès des paysans et producteurs des zones collinaires et montagneuses aux possibilités d'activité économique constitue un objectif clé. La stratégie institutionnelle retenue pour le projet consiste à agir directement aux côtés des agro-industries et des acteurs du marché pour renforcer les filières et la position des producteurs pauvres, de

manière qu'ils puissent participer activement au marché, dans des conditions justes et équitables.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le projet est pleinement aligné sur les objectifs du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2007-2012 établi par le FIDA à l'intention du Népal, ainsi que du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet a été conçu dans le contexte du COSOP et répond directement aux initiatives gouvernementales s'inscrivant dans le cadre de la stratégie pour la réduction de la pauvreté (SRP) du Népal. La SRP et le COSOP soulignent tous deux l'importance i) d'un accroissement des possibilités d'activité économique des paysans et producteurs pauvres des zones collinaires et montagneuses, ii) d'un appui au développement du secteur privé par l'établissement de partenariats public-privé, et iii) de la réduction des disparités liées au sexe, à l'ethnie ou à la caste grâce à une plus forte inclusion des groupes défavorisés dans le processus de développement.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Un large processus de consultation conduit par le gouvernement a été engagé avec les partenaires du développement au Népal. Le projet interagira avec d'autres projets en cours visant la commercialisation de la production agricole, et il sera représenté au sein d'un groupe de travail national sur les filières.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le projet comprend trois composantes: i) la mise en place de filières profitables aux pauvres; ii) l'inclusion et le soutien d'initiatives relatives aux filières; et iii) la gestion du projet. La deuxième composante compte plusieurs sous-composantes, à savoir: a) la constitution et le renforcement de groupes; b) l'insertion sociale et l'insertion des femmes; c) l'appui à la production et aux activités après récolte; d) un fonds d'appui aux filières; et e) la participation des districts et l'intégration spatiale.

Catégories de dépenses

18. Les catégories de dépenses sont au nombre de cinq: i) véhicules et équipement (1,1%); ii) études, enquêtes, formation et ateliers (18,7%); iii) contrats de prestation de services (31,1%); iv) fonds (38,2%); v) dépenses renouvelables: salaires (6,4%) et fonctionnement et maintenance (4,5%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. L'agent principal du projet est le Ministère de l'agriculture et des coopératives. Les autres partenaires clés sont l'Agence néerlandaise de développement international (SNV), l'Agro Enterprise Centre (AEC), des ONG nationales/locales sélectionnées, des bureaux de développement agricole de district, des agro-industries, des groupes de producteurs et des coopératives.

Responsabilités en matière d'exécution

20. Le projet sera exécuté sous la responsabilité du Ministère de l'agriculture et des coopératives. Le rôle du gouvernement est centré sur le contrôle financier et institutionnel, sur l'appui et les conseils techniques, sur le suivi et la coordination. La SNV assumera la responsabilité générale de l'exécution de la première composante et apportera un appui et des avis et un soutien techniques pour les initiatives de la deuxième composante visant le développement. La SNV guidera et aidera l'AEC à assumer une partie de la responsabilité de l'exécution lors de son

retrait progressif, dans la troisième et la quatrième année du projet. La SNV appuiera également le projet dans les domaines du suivi-évaluation, de la gestion des savoirs et des échanges d'apprentissage, ainsi que des initiatives concernant les grandes orientations. Les ONG nationales et locales seront chargées des activités d'exécution au sein des communautés participantes. Les bureaux de développement agricole de district coordonneront les travaux du projet dans les districts, en faciliteront l'harmonisation avec les plans de développement des districts et aideront à organiser l'appui technique à apporter par les responsables des cultures, de l'exploitation forestière et de l'élevage.

Rôle de l'assistance technique

21. Une assistance technique d'origine essentiellement locale sera utilisée en complément de l'action du personnel du projet et sera intégrée dans le cadre de gestion du projet pour s'assurer du bon fonctionnement des filières qui auront été mises en place.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Les principaux accords d'exécution comprennent les accords de partenariat/d'exécution et les mémorandums d'accord avec les principaux partenaires d'exécution.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet est de 18,8 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont: le FIDA, avec un prêt (40,5%) et un don (40,5%); le gouvernement (9,1%); la SNV (3,7%); les agro-industries (3,2%); et les bénéficiaires (3%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. À l'intérieur de la zone visée, le projet devrait apporter des avantages directs et indirects à quelque 52 000 ménages (285 000 personnes), soit environ 20% d'une population totale de 1,4 million d'habitants. Quelque 15 000 ménages tireront directement profit de la participation aux filières du projet.
25. Le projet donnera lieu à toute une série d'avantages découlant à la fois de la mise en place elle-même des filières et de la conduite des activités d'appui: i) systèmes de filières plus efficaces et plus rentables pour les denrées de haute valeur des producteurs de la Région Centre-Ouest; ii) possibilité pour les producteurs pauvres d'accroître leurs revenus et de pérenniser cette amélioration par l'exercice d'activités rentables de production et de commercialisation de denrées de haute valeur; iii) amélioration de la situation et des revenus des femmes ainsi que de la parité des sexes au sein des ménages ruraux; iv) emplois pour les paysans sans terre et quasi sans terre grâce à la formation professionnelle ou au placement organisés dans le cadre du projet, d'où la possibilité pour eux d'accroître leurs revenus; v) meilleure accessibilité des communautés très éloignées et meilleure possibilité pour elles de commercialiser des denrées de haute valeur sous un faible volume; vi) nombre et moyens accrus des institutions rurales qui défendent les intérêts des pauvres et permettent à ceux-ci ainsi qu'aux groupes minoritaires de participer aux marchés; et vii) recueil et diffusion, au profit du gouvernement, d'autres projets et des praticiens du développement, d'enseignements tirés d'approches novatrices élaborées dans le cadre du projet.

Viabilité économique et financière

26. Le taux de rentabilité économique du projet est estimé à 25%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

27. En vue de favoriser l'efficacité en matière de gestion des savoirs et d'apprentissage, le projet sera axé sur: i) le renforcement des processus de partage des savoirs et d'apprentissage; ii) la mise en place d'une infrastructure de partage des savoirs et d'apprentissage; et iii) l'encouragement aux partenariats susceptibles d'étendre la gestion des savoirs et l'apprentissage. La SNV utilisera ses compétences spéciales dans ce domaine pour appuyer les processus de gestion des savoirs menés dans le cadre du projet.

Innovations en matière de développement

28. La principale innovation apportée par le projet est son approche de la mise en place de filières induite par le marché et ayant à son origine l'entrepreneur plutôt que le producteur. Le projet est axé sur le développement d'une agriculture de haute valeur profitable aux pauvres, ce qui s'écarte de la focalisation traditionnelle sur les produits de base et la commercialisation en vrac. Il s'éloigne d'une approche de l'exécution inspirée par des considérations géographiques, en visant à élargir et à reproduire une stratégie d'exécution fondée sur les couloirs routiers, le potentiel de production et l'accès amélioré au marché.

Approche d'élargissement

29. Le projet élargit diverses approches pilotes et intègre des enseignements tirés du programme de pays. Un effet multiplicateur sera produit par le partage et la diffusion d'idées, d'approches et d'enseignements. Cela favorisera également l'élargissement et la reproduction d'activités dans les districts de la zone cible pendant la durée du projet.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

30. Le projet est exposé à trois principaux risques: i) Le Népal traverse actuellement une période de transition politique difficile, qui pourrait avoir un impact défavorable sur le projet; ii) il est possible que la demande du secteur privé concernant des denrées de haute valeur vendues par des petits producteurs soit insuffisante; et iii) le projet est handicapé par la forte rotation du personnel du projet et par la qualité des fonctionnaires disposés à travailler dans des zones particulièrement éloignées. S'agissant du premier risque, si des changements substantiels sont en cours dans le pays, les politiques sur lesquelles le projet est fondé ne devraient pas subir de modifications majeures. Pour le deuxième risque, on estime que l'intérêt pour le projet manifesté par les agro-industriels, les négociants et les grossistes, d'une part, et la demande locale et internationale dont font l'objet les denrées de haute valeur pouvant être produites dans la zone cible, d'autre part, justifient le choix de la mise en place de filières profitables aux pauvres comme axe central du projet. Si la demande s'avère plus limitée ou qu'elle se développe moins vite que prévu, le projet a assez de souplesse pour s'adapter. Le troisième risque est couvert par le recours à des processus de recrutement par voie de concours. La plupart des postes de l'unité de gestion du projet seront occupés par des experts sous contrat, selon des conditions et modalités propres à inciter des candidats valables à se présenter, puis à rester en fonction.

Classification environnementale

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie C; car il n'aura vraisemblablement aucun impact sur l'environnement.

K. Durabilité

32. La formule de la mise en place de filières avec des partenaires du secteur privé devrait permettre la poursuite des principales activités du projet après sa clôture

aussi longtemps que les filières créées continueront d'engendrer des bénéfices pour les producteurs comme pour les agro-industries. Le projet ne prévoyant le versement d'aucune subvention susceptible d'altérer la production en cours des denrées, sa clôture ne devrait inciter aucune agro-industrie à quitter les filières qui auront été créées.

II. Instruments juridiques et autorité

33. Un accord de financement entre le Gouvernement du Népal et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur et bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
34. Le Gouvernement du Népal est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera au Gouvernement du Népal un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quatre millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 750 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Gouvernement du Népal un don d'un montant équivalant à quatre millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 750 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"High Value Agriculture Project in Hill and Mountain Areas"

(Negotiations concluded on 9 December 2009)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: High Value Agriculture Project in Hill and Mountain Areas (HVAP) (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Government of Nepal (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is four million seven hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 4 750 000).
2. The amount of the Grant is four million seven hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 4 750 000).
3. The Loan is granted on highly concessional terms as provided for in Section 5.01 (a) of the General Conditions.
4. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December, with payments of principle commencing on 1 June 2020.
6. There shall be a Project Account for the benefit of the Lead Project Agency in a bank acceptable to the Fund.
7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 16 July.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing to the Project for the amount of one million seven hundred and twenty four thousand United States Dollars (1 724 000 USD) to reimburse taxes paid by the Project and for other purposes.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Cooperatives of the Borrower/Recipient.
2. Additional Project Parties include but are not limited to service providers and institutions mentioned in Schedule 1.
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan and Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: the Project Manager shall have been appointed or removed from the Project without the prior concurrence of the Fund.
2. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (i) the Project Steering Committee (PSC) and Project Consultative and Coordination Committee shall have been established and the members selected;
 - (ii) the Project Manager for the Project Management Unit shall have been selected and appointed, through a competitive selection process, and shall be acceptable to the Fund;
 - (iii) the Accounts Officer and the Administrative Officer for the Project Management Unit shall have been designated and shall be acceptable to the Fund;
 - (iv) the members of the Project Management Unit shall have been contracted within 9 months of entry into force of this Agreement and shall be acceptable to the Fund; and
 - (v) a final draft version of the Project Implementation Manual shall have been approved by the Borrower/Recipient and by the Fund.
- (b) The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal: disbursement under Category IV will commence only once Eligibility

Guidelines and Procedures for the funds satisfactory to the Fund, have been prepared, and contracting of NGO service providers has been completed.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Ministry of Finance
Singhdurbar, Kathmandu
Nepal

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

For the Fund
(Name and Title)

For the Borrower/Recipient
(Name and Title)

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit about 52 000 poor and vulnerable households living in the Project Area in the Mid-Western Development Region. The overall target group shall consist of the members of poor and vulnerable households that lack access to resources and opportunities. The most vulnerable among this group are women and members of socially disadvantaged groups such as dalits and indigenous groups (*janajatis*).
2. *Goal.* The Project shall contribute to the reduction of poverty and vulnerability of women and men in hill and mountain areas of the Mid-Western Development Region.
3. *Purpose.* The Project purpose shall be that the rural poor, especially women and marginal groups, are integrated in high value agriculture and Non-timber forest products (NTFPs), medicinal and aromatic plants (MAPs) value chains and markets and have improved income, employment opportunities and ability to respond to market demand and opportunities based on marketing agreements with private agribusinesses.
4. *Outcomes.* Four key outcomes are expected from the Project:
 - (a) improved commercial linkages and partnerships between agricultural/NTFP/MAP market operators and producers result in profitable, efficient, market-oriented production of high value commodities for 13 500 beneficiary households;
 - (b) increased participation and access of poor marginal producers in high value commodity value chains and agricultural/NTFP markets;
 - (c) small poor farmers and other rural producers benefit from sustainable increases in volume and value of production as a result of improved production/collection, value addition and sales of high value niche market products; and
 - (d) enhanced environment and strengthened local capacity to support market driven/value chain initiatives.
5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
 - 5.1 Component 1. - Pro-Poor Value Chain Development. The objective of this component shall be to facilitate mutually beneficial and profitable production and marketing arrangements between producers of high value commodities and agri-businesses.
 - 5.2 Component 2. - Inclusion and Support for Value Chain Initiatives. The objective of the component shall be that small poor farmers and other rural producers benefit from sustainable increases in volume and value of production as a result of improved production/collection, value addition and sales of high value niche market products and strengthened local capacity for market-driven initiatives. The component shall consist of the following subcomponents: (a) group formation and strengthening; (b) social and gender inclusion; (c) production/post-harvest support; (d) a value chain fund; and (e) district participation and spatial inclusion.
 - 5.3. Component 3. - Project Management. The objective shall be to provide effective implementation through technical, financial and contract management of the Project

within the context of gender and poverty targeted value chain development. The Project Management Unit will also ensure the effective monitoring and evaluation of Project activities.

II. Implementation Arrangements

1. The Ministry of Agriculture and Cooperatives (MOAC) shall be the Lead Project Agency. In this capacity, the MOAC shall have overall responsibility for the Project and for the establishment and chairmanship of the PSC and the area-based Project Consultative and Coordination Group. To ensure effective delivery of the Project and achievement of development objectives, a major part of the Project shall be implemented through service providers such as local and national NGOs, which shall be selected through a competitive selection process. The government's role shall be focused on financial and institutional oversight, technical support and guidance, monitoring and coordination.

2. The Project's collaborative framework comprises three main bodies: the PSC, the High Value Agriculture Project in Hill and Mountain Areas (HVAP) Agribusiness Working Group, and an Area-Based Project Consultative and Coordination Group.

- (a) The PSC shall be chaired by the Secretary of the MOAC. It shall review Project progress against targets, assess its effectiveness in achieving its poverty/social inclusion and gender objectives, review lessons learned, assess management effectiveness and each year review and approve Annual Work Plans and Budgets. It shall have a balanced membership representing government, the private sector and NGOs.
- (b) The HVAP Agribusiness Working Group shall be a forum for agribusinesses to discuss topics that are of particular concern to them, raise issues and present ideas and proposals to the Project team. It is foreseen to grow into a body to serve the high value agricultural/NTFP/MAP sector as a whole and work with other value chain projects and programmes.
- (c) The Consultative and Coordination Group shall act as a forum to discuss issues and review opportunities and progress and to facilitate coordination with government bodies, agribusinesses and other related projects/development initiatives operating in the Project area.

3. In addition, social audits, using district-based Public Audit Groups shall be instituted to make Project implementation more transparent, accountable and locally manageable. They shall monitor, supervise and evaluate Project activities within the value chain groups and communities and provide a forum for raising issues and concerns.

4. The Project Management Unit (PMU), to be based in the district of Surkhet, shall be headed by a competent Project Manager competitively selected from MOAC, subject to prior approval by IFAD. The majority of experts from the PMU shall be contracted. The Project Manager shall have been selected and appointed, through a competitive selection process, and shall be acceptable to the Fund, and the Accounts Officer and the Administrative Officer for the Project Management Unit shall have been designated and seconded from MOAC and shall be acceptable to the Fund. The Netherlands Development Organisation (SNV) team, which shall be responsible for the implementation of Component 1, shall assist in the coordination of activities in Component 2 and support knowledge management, and shall be part of the PMU and be based in the Project offices. The senior SNV expert shall be the senior technical project management expert in the PMU and the chief advisor to the Project Manager.

5. *Main Implementing Agencies and Roles:*

- (a) MOAC – shall assume overall management responsibility for the Project, chair the PSC, the area-based Project Consultative and Coordination Group and guide the PMU.
- (b) SNV – shall be the main partner with MOAC in Project implementation. It shall assume overall responsibility for the implementation of Component 1 (Pro-Poor Value Chain Development), and provide support, technical advice and backstopping for the Project's other development initiatives contained in Component 2 (Inclusion and Support for Value Chain Initiatives). It shall also assume direct responsibility for implementation of the following two activities under Sub-component 2(b), (Gender and Social Inclusion): (i) Service Provider Awareness and Training; and (ii) Gender/Social Inclusion Strategy/Tools Development. It shall also assume the lead role in guiding knowledge management activities under the Project and facilitate learning exchange and policy dialogue/response. As part of its responsibility for Component 1, it shall work with Agro Enterprise Centre (AEC) and act as a mentor to develop capacity of the organization to assume part of the responsibility for implementation as SNV phases out between the third and fourth Project Year.
- (c) AEC – is the institution charged with facilitating business development in the agricultural sector nationally, linked to the Federation of Nepalese Chambers of Commerce and Industry (FNCCI). It shall also fulfil this role in the Project. The two officers seconded to the Project shall progressively assume responsibility for the business side of the value chain development. They shall work jointly with the SNV experts for the first three years and take over from them by 2012/13. By working with SNV, AEC shall build an understanding and capacity within the organization to manage the 'inclusive business' approach and become an active player in supporting value chain development.
- (d) Local NGOs/service providers – shall be responsible for a major part of Project implementation and be the main Project-designated experts implementing Project activities in the participating communities.
- (e) National NGO – shall provide higher level expertise and fulfil a supervision, oversight and capacity building function in relation to the local NGOs/service providers.
- (f) District Agriculture Development Offices (DADOs) – shall be the main point of contact within the participating Project districts. They shall play a major role in coordinating the work of the Project in the districts, facilitate the harmonization of the Project with the district development plans and help organize technical support from their crop and livestock officers. The district forest officers and district livestock officers shall fulfil a similar role for NTFP/MAPs and livestock respectively. The DADO shall also assume prime responsibility for implementing the District-based Farming Systems/Food Security Facility under Sub-component 2(c) and work with the PMU in determining the priority areas and infrastructure projects to be financed by the Project under the District Spatial Inclusion Fund.

6. *Project Funds.* The Project shall create under Component 2, three separate funds for supporting the development of value chains established under Component 1. Eligibility Guidelines and Procedures will be included in the Project Implementation Manual.

- (a) Production Inputs Fund. As many of the farmers are too poor to be able to pre-finance the inputs needed for production of the high value commodities, the Project shall provide support to value chain groups in the form of a grant. This funding shall in turn be revolved at the group level in each value chain group to sustain a mechanism for supporting the supply of inputs. The local

NGOs shall assume responsibility for providing assistance to value chain groups in establishing and managing the revolving funds. Additional guidance and oversight shall be provided by the Funds and Contracts Manager based in the PMU and the selected national NGO. The funding, to be released directly from the PMU to the group once the local NGO gives its approval, shall be made available based on the proposed production plan as contained in the value chain business plan (agreed with the PMU and the participating agribusiness(es)). Each group shall set up an account in an approved bank to hold the revolving fund.

- (b) Value Chain Fund. The purpose of the Value Chain Fund shall be to allow value chain groups to make essential investments to facilitate the production and subsequent primary processing/storage of the selected high value commodities. Based on the business plans developed under Component 1, the range of investments from this Fund could include small-scale infrastructure required to produce, store and carry out primary processing and simple conversion. The plans shall include: a full technical and financial assessment and justification for the investment; the constraints and/or opportunities that the investment addresses; the integration of the investment into the value chain and the value added; the contribution to be made by the value chain group members (at least 10% shall be required) and the agribusiness; and the ownership, operation and maintenance arrangements for the infrastructure/equipment once in place. The Value Chain Fund shall be under the responsibility of the Funds and Contract Manager within the PMU. The support to groups involved in a value chain investment project (infrastructure, equipment, or a combination) shall rest with the local NGOs. A funds consultative committee shall be set up to review all submissions for utilization of the funds – this committee shall also fulfil the same function for the District/Spatial Inclusion Fund. The members of the committee shall be proposed by the PMU, in consultation with MOAC and IFAD, to be submitted to the PSC for approval.
- (c) District Spatial Inclusion Fund. To facilitate the participation of more remote communities in value chain activities, and promote spatial equity, a matching grant fund shall be established to finance infrastructure to improve accessibility to those areas that have been identified as having high potential for high value commodities, particularly NTFPs/MAPs. The types of infrastructure foreseen include simple bridges, pulley traversing systems, and ropeways. The establishment of the District Spatial Inclusion Fund shall be initiated through a series of working sessions held between the regional offices (agriculture, forestry and livestock) and participating districts with the PMU to assess which of each district's remote communities shall have the best potential for producing high value products if their access were to be improved through the construction of simple bridges or other structures. The funds shall be provided by the Project on a matching grant basis with the communities guaranteeing 10% and the districts/Village Development Committees providing another 10% from their development funds.

7. *Project Implementation Manual*. The PMU shall finalise the Project Implementation Manual (PIM) and shall submit the PIM to IFAD for no objection and to the PSC for approval.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and Grant and the allocation of the amounts of the Loan and Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Eligible Expenditures to be financed
I. Vehicles and Equipment	50 000	50 000	85% or 100% net of tax for imported vehicles
II. Studies, Surveys, Training, and Workshops	850 000	850 000	85%
III. Service Provider Contracts	1 250 000	1 250 000	75%
IV. Funds	1 650 000	1 650 000	100%, excluding Government and beneficiary contribution where applicable
V. Recurrent Costs			
a. Salaries	270 000	270 000	100% net of Government staff positions
b. Operation and Maintenance	200 000	200 000	85%
VI. Unallocated	480 000	480 000	
TOTAL	4 750 000	4 750 000	

(b) Expenditures from the Loan and Grant are to be shared *pari-passu* at the ratio of 50:50

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan and/or Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Gender.* The Borrower/Recipient shall ensure that women beneficiaries shall be represented in all Project activities and that they receive appropriate benefits from the Project outputs.
2. *Tax Exemption.* The Borrower/Recipient shall, to the fullest extent possible, exempt the proceeds of the Loan and the Grant from all taxes. Any taxes which the Project is nonetheless obliged to pay shall be promptly reimbursed by the Borrower/Recipient.

Key reference documents

Country reference documents

Tenth Year Plan and Interim Three Year Plan

National Agricultural Policy

IFAD reference documents

Project Design Document, Appendices and Annexes

COSOP

Administrative Procedures On Environmental Assessment

Logical framework

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>Goal The overall goal is the reduction of poverty and vulnerability of women and men in hill and mountain areas of the Mid-Western Development Region</p>	<ul style="list-style-type: none"> * No of hhs with improvement in household assets ownership index [RIMS indicator] * % reduction in prevalence of child malnutrition (weight for age) [RIMS indicator] 	<p>RIMS Impact Assessments Outcome Surveys including Household Income and Expenditure Surveys</p>	<p>Nepal has a stable social and economic climate that is conducive to value chain development Larger policy and institutional environment remains favourable</p>
<p>Purpose Rural poor, especially women and marginal groups, are integrated in high value agriculture and NTFP/MAP value chains and markets and have improved income, employment opportunities and ability to respond to market demand and opportunities based on marketing agreements with private agribusiness</p>	<ul style="list-style-type: none"> * % and number of producers in the project area reporting increased incomes by gender, social group, district (target 13 500 hh or 81,000 direct beneficiaries) * Change in % and volume of surplus agricultural production and NTFP/MAPs marketed profitably by participating producers and traders 	<p>Project baseline, Mid-term and impact surveys Annual Outcome level assessments Government and FNCCI statistics at district, regional and national level</p>	<p>Demand for high value commodities is sufficient to realize the projected development of pro-poor value chains and the subsequent productive and profitable partnerships Continued commitment of Government of Nepal to facilitate commercialization of agriculture through market led approaches</p>
<p>Objectives Component 1. To facilitate mutually beneficial and profitable production and marketing arrangements between poor and marginal producers of high value commodities and agri-businesses Component 2. Small poor farmers and other rural producers benefit from sustainable increases in volume and value of production of as a result of improved production/collection, value addition and sales of high value niche market products and strengthened local capacity for market driven initiatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> * 60% of contractual relationships between producer groups and agribusinesses/market operators operating after two years (based on 1000 contracts supported by business plans, assuming 2 contracts per producer group) * % of poor and marginal producers entering into high value commodity contractual arrangements with agribusinesses each year (target 750 hhs per VC) * Number of farmers reporting production/yield increases in high value niche market commodities 	<p>Project baseline and impact surveys Annual Outcome Assessments Value Chain Baseline and completion Assessments Qualitative post-intervention assessments (case studies), Special Studies/ assessments Government and AEC/FNCCI statistics</p>	<p>Agribusinesses, traders and agro-processors expand activities in a manner that benefits the project's poor producers Agribusinesses are and continue to be interested in developing and entering into contracts with poor producers from Mid-Western Region The terms of trade for producers of agricultural, NTFP/MAPs commodities remain favourable and increase their returns from high value products</p>
<p>Outputs Output 1.1 Contractual arrangements between producers groups and agribusinesses functioning effectively, sustainably and benefiting both parties in targeted value chains Output 1.2 Strengthened institutional capacity for delivery and facilitation of market opportunities, information and support services Output 1.3 Women, <i>dalits</i>, <i>janajatis</i> and other poor and vulnerable groups well represented, actively involved and benefiting from participation in project value chains Output 2.1 Small scale producers organized in groups, with a high proportion of women and vulnerable groups, are better able to respond to market demand and opportunities Output 2.2 High portion of risk adverse persons/households and landless in project communities participate in the project Output 2.3 volumes of agricultural commodities and NTFPs/MAPs are being produced in the quantities and qualities specified in contracts with agribusinesses</p>	<ul style="list-style-type: none"> * 750 contractual agreements established and sustained for three years for about 18 value chains (on basis of 18 VC assessments & analysis and 1 000 VC contracts) * 60% women participate and benefit from the project * At least 25% <i>Dalits</i>, <i>Janajatis</i> and other minorities participate and benefit from the project * At least 500 producer marketing groups formed/ strengthened and operational * No of people trained in post production, processing and marketing. (minimum of 1,450 lead farmers) * 10% of producers in value chain groups amalgamate into cooperatives * 800-900 risk averse persons/households have joined value chain groups and participate in the project * At least 2 500 people receiving vocational training consisting of at least 60% women * 500 value chain groups report incremental sales of high value commodities as stipulated in contracts with agribusinesses 	<p>Annual Outcome Assessments Baseline and completion Value Chain Studies Qualitative post-intervention assessments (case studies), Special Studies/ assessments Project progress reports, Government, AEC reports</p>	<p>Farmers groups identified and selected are willing to participate in project activities. Assumes that private sector will be able to make available the inputs needed for these commodities There is sufficient demand for the high value commodities that can be produced in the project area Road network development allows reaching out remote communities</p>

